

<http://divergences.be/spip.php?article2727>



René Hamm

Nucléaire : Gauche molle à bâbord et tribord

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - NÂ° 29. Janvier 2012 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sans la catastrophe de Fukushima, les écologistes encarté-es n'auraient pas forcément hissé le nucléaire au rang de leurs préoccupations cardinales. Là, je gage que dans leurs professions de foi en vue des échéances du printemps prochain, ils/elles jureront hypocritement viser l'abandon de la filière. À quel horizon ?...

Aberration économique et thermique

Le « contrat » frelaté du 15 novembre dernier, qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive pour presque rien, "n'acte" de facto que l'arrêt des deux tranches de Fessenheim [1] raccordées au réseau le 6 avril, respectivement le 7 octobre 1977. Cette mesure satisferait d'abord les militant-es du Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (C.S.F.R.), qui s'étaient battu(-e)s les flancs à partir du 17 août 1970, un mois jour pour jour après l'annonce de l'installation de deux blocs sur le ban de la localité haut-rhinoise. Les quatre unités du Bugey, à peine moins anciennes (8 mars, 10 mai, 21 septembre 1978, 31 juillet 1979) ne figurent a priori pas au programme de la législature

2012-2017. Le texte, approuvé, le 19 novembre, à 74% par le Conseil fédéral d'EELV prolonge l'usage du Mox, un combustible contenant du plutonium, entérine la poursuite du chantier de l'EPR à Flamanville (Manche), celle de l'ITER [2] à Cadarache (Bouches-du-Rhône) et le réacteur de 4ème génération à Marcoule (Gard). Le début des prémices quant à un désengagement aurait une autre allure... En prétendant, sans rigoler, que la réduction, d'ici 2025, à 50%, de la part du courant issu de la fission équivaut au débranchement définitif des dix-sept réacteurs allemands [3] avant fin 2022, François Hollande aurait surtout dû susciter une levée de boucliers des... professeurs de mathématiques.

En réalité, la formation de la rue de Solférino entretient invariablement des "atomes très crochus" avec le lobby de la fission. Je rappelle que les auteurs des fameuses "110 propositions" (mai 1981) promirent d'organiser un débat démocratique, de veiller à une diversification du panel, de pair avec une vaste palette d'économies d'énergie... Au lieu de cela, pour écouler les surplus, corollaires d'un surdimensionnement des besoins, les gouvernants propagèrent le chauffage électrique, une aberration, tant économique que thermique, qui mobilise l'équivalent d'une dizaine de réacteurs et possède un rendement des plus médiocres (seulement 28% du jus produit emplissent radiateurs et convecteurs). François Mitterrand abandonna simplement le projet de Plogoff, à la pointe du Raz (Finistère) de même que l'extension du camp militaire sur le Larzac. Dans les deux cas, une mobilisation massive de longue haleine s'avéra fructueuse. Endossant pleinement « l'héritage » de ses prédécesseurs, le « florentin » s'empressa non seulement d'enterrer le moratoire, l'idée d'une consultation du Parlement et a fortiori des citoyen-nes, mais il accéléra les constructions en cours, en commanda d'autres, tout en ne modifiant pas d'un iota l'option de la dissuasion. Nous avons loupé le coche du nécessaire tournant à l'été

1981, lorsque l'électricité d'origine nucléaire représentait 38% du « mix ». Au terme de la première (et unique) législature socialo-communiste sous la cinquième République, le chiffre avoisina les 60%. Après la cohabitation du 20 mars 1986 au 10 mai 1988, avec Jacques Chirac à Matignon, le retour du PS aux affaires (jusqu'au 29 mars 1993) coïncida avec le quasi-bouclage du parc. Depuis, la proportion ne variera plus guère : entre 75 et 78%, peu ou prou le double de "l'état des lieux" initial.

Très peu virulents

Comme le rappellent fort opportunément Stéphen Kerkhove et Xavier Rabilloud, auteurs de l'opuscule "Sortir du nucléaire, c'est possible !" [4] cette technologie aussi dangereuse qu'onéreuse génère des gaspillages colossaux. Seuls 33% de l'énergie primaire issue d'un bloc alimentent le réseau des lignes à très haute tension. Le reste fait plouf dans l'eau ou "s'évapore" dans l'atmosphère. Ces neuf cents térawattsheure (900 milliards de kilowattsheure) perdus dépassent de quatre-cinquièmes la consommation d'électricité nationale en 2010 (488,1 térawattsheure)... C'est comme si quelqu'un-e réglait en hiver tous ses radiateurs sur 25 degrés et laissait en permanence les fenêtres ouvertes. Qui serait cinglé à ce point pour endosser une ineptie aussi extrême ? Le kilowatt/heure nucléaire relativement bon marché, nous le devons aux subventions pharaoniques consenties par l'État [5] à la non prise en compte, dans les tarifs, des coûts de l'extraction et du transport du minerai [6], des provisionnements (du reste nettement insuffisants) pour l'assurance, le démantèlement futur des sites [7], et le stockage des déchets. Au-delà des considérations morales sur les risques liés à un processus difficilement contrôlable, sur le legs aux générations futures de tonnes de résidus hautement radioactifs, les seuls aspects économiques devraient ébranler jusqu'aux partisans de ce type d'énergie. Contrairement aux allégations fallacieuses et aux vociférations des nucléocrates de tous bords, l'abandon à très court terme du "fleur de notre industrie" s'apparenterait à une œuvre de salubrité publique. Une hypothèse sur cinq ans suppose toutefois le recours, durant la phase transitoire, aux vecteurs fossiles (une trentaine d'usines à gaz très performantes). Que l'efficacité et la sobriété énergétiques, couplées au boom volontariste des sources renouvelables, ne nous dispensent pas d'une réflexion sur la notion de « progrès » et sur une certaine « décroissance », garante de bien-être, de respect de l'humain et des écosystèmes. Alors, interpeller les Verts pour qu'ils continuent de peser sur leurs interlocuteurs n'aurait de sens que s'ils défendaient résolument des positions antinucléaires militantes et refusaient toute négociation à visée exclusivement « électoraliste ». Depuis le milieu des années 80, en particulier sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit [8], ils ont jeté aux orties la plupart de leurs principes fondateurs, comme la démocratie à la base et la non-violence.

Très peu virulents sur l'ignoble commerce des armements, ils ne se bousculent pas non plus pour insister sur l'importance capitale de circonscrire les expulsions de gaz toxiques dans l'atmosphère. Un clic sur leur site débouche sur un communiqué de Cécile Duflot, la

Secrétaire nationale, exhortant à la mobilisation sur le climat, "défi majeur de l'humanité au XXI^e siècle". Comment abaisser le seuil de l'effet de serre et tendre vers une limitation à deux degrés du réchauffement en s'acoquinant avec les ultra-productivistes « roses » ?... La nomination de deux Verts au sein du cabinet de Lionel Jospin en qualité de Ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Dominique Voynet (4 juin 1997 – 9 juillet 2001), puis Yves Cochet (10 juillet 2001 – 5 mai 2002), n'impulsa aucune esquisse d'alternative. L'actuelle maire de Montreuil signa une dizaine de décrets concernant cette occurrence, par exemple l'introduction du combustible MOX dans les installations de Chinon (Indre-et-Loire), l'érection de deux tranches à Civaux (Vienne) ou encore l'autorisation d'un chantier en vue de l'enfouissement éventuel de déchets radioactifs à Bure (Meuse)... Elle consentit par ailleurs à la culture de maïs et d'un soja transgéniques...

[1] Le vainqueur de la primaire socialiste entretient même le flou sur ce point,

[2] Dans le Tokamak, mastodonte de vingt-trois mille tonnes, trois fois plus lourd que la Tour Eiffel, la fusion thermonucléaire du deutérium et du tritium (une dose de un milligramme est mortelle) sera déclenchée à partir d'une température de 150 millions de degrés, une chaleur dix fois supérieure à celle qui règne au cœur du soleil. Ce projet démentiel associant sept partenaires (l'Union européenne, la Chine, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Russie) est annoncé officiellement à 12,8 milliards d'euros (près de cinq fois les estimations de 2001). D'aucuns l'estiment entre seize et vingt milliards.

[3] Le 14 mars, Angela Merkel avait décidé de déconnecter pour trois mois sept réacteurs et de ne jamais redémarrer celui de Krümmel (près de Hambourg). Le 30 mai, elle avait informé ses concitoyen-nes qu'elle stoppe définitivement ces tranches et renonce à l'industrie atomique, dans un délai de onze ans.

[4] Nova Éditions à Paris, septembre 2011, 144 pages, 11 €.,

[5] Le Commissariat à l'énergie atomique a bénéficié, entre 1946 et 1992, de subsides à hauteur de 308 milliards de F, soit 76% de son budget. 90% de l'enveloppe dévolue à la recherche en matière énergétique sont engloutis dans le nucléaire, contre 1,8% pour le secteur des renouvelables.,

[6] Depuis le Canada, le Congo, le Gabon, le Kazakhstan et le Niger.

[7] Celui concernant la centrale de Brennilis (70 mégawatts ; 1967-1985) dans le Finistère coûterait 482 millions d'euros, vingt-cinq fois plus que les estimations originaires

[8] Son pote Joschka Fischer se chargea de convertir définitivement les Grünen au « réalisme » et au « pragmatisme ». Son intégration au système lui rapporte bien davantage qu'à l'époque où il fut le ministre des Affaires étrangères (du 27 octobre 1998 au 18 octobre 2005) de Gerhard Schröder. Après avoir enseigné à l'Université de Princeton (New-Jersey), il se consacre essentiellement à des activités de consultant, par exemple pour BMW ou les consortiums allemand RWE et autrichien ÖMV sur le projet de gazoduc « Nabucco » (3300 kilomètres, d'une capacité de 31 milliards de mètres cubes) entre la Mer caspienne et l'Europe centrale. En concurrence directe avec le pipeline « South Stream » du géant russe Gazprom, au conseil de surveillance duquel siège l'ex-chancelier, il risque de tomber à l'eau, son coût (15 milliards d'euros) ayant plus que doublé par rapport au budget prévisionnel. L'ancien « sponti », propriétaire d'une somptueuse villa à Grunewald,

l'arrondissement berlinois le plus huppé, percevra toutefois l'intégralité de ses émoluments, évalués à plusieurs centaines de milliers d'euros...